

Pour les 25 ans de la chute du Mur de Berlin, nous faisons le choix de republier une analyse de classe de cet événement, encore assimilé à la mythologie libérale de la fin du « socialisme réel ». Contre un récit dépolitisé de la chute du Mur, qui vante les mérites de l'opposition et de l'intelligentsia est-allemande, Volkhard Mosler, militant révolutionnaire et membre de Die Linke, proposait dans cet article de 1994 une perspective vue d'en bas sur ces événements. Il détaille chronologiquement l'inconséquence de l'opposition d'Allemagne de l'Est, sa déconnexion vis-à-vis du monde du travail, et l'incurie des partis socialistes des deux côtés du Mur. Face à l'insubordination ouvrière de République démocratique allemande (RDA), en lutte contre les salaires de misère, le socialisme de caserne et la surveillance policière, les élites politiques à l'Est comme à l'Ouest ont préféré une stratégie d'endiguement, posant les jalons d'une « restauration capitaliste » particulièrement réactionnaire.

Pendant des dizaines d'années, le soulèvement du 17 juin 1953 a été considéré en Allemagne comme un soulèvement populaire, alors qu'il s'agissait en réalité d'une révolte ouvrière. Le soulèvement prit la forme d'une grève générale des travailleurs contre la bureaucratie au pouvoir, à laquelle ni les vieilles classes bourgeoises, ni les nouvelles couches intellectuelles intermédiaires ne prirent part.

La Révolution d'automne 89 se déroula avant tout dans la rue. La masse des manifestants était cette fois encore, composée de travailleurs. Mais, contrairement à 1953, aucune grève générale n'éclata et le soulèvement eut l'air d'un soulèvement populaire regroupant plus ou moins l'ensemble des couches et classes opprimées et auquel les travailleurs ne prirent part qu'en tant que citoyens, dans la rue.

Ni le cours ni l'issue du soulèvement ne se font bien comprendre, si nous n'appliquons pas, dans ce cas également, la loi du mouvement de l'histoire découverte par Marx selon laquelle « toutes les luttes historiques, qu'elles soient menées sur le terrain politique, religieux, philosophique ou dans tout autre domaine idéologique, ne sont, en fait, que l'expression plus ou moins nette des luttes des classes sociales »¹.

En RDA, comme ailleurs dans le bloc de l'Est, on trouvait pour l'essentiel deux classes antagonistes : la classe dirigeante du Parti et des bureaucrates d'Etat d'un côté, et de l'autre, la classe ouvrière. Jusqu'à aujourd'hui [c'est-à-dire jusqu'en 1994 (Ndlr)], la bureaucratie a été désignée comme « bureaucratie politique » ou « classe politique »². C'est là se méprendre car la puissance de cette classe n'était pas basée, comme d'ailleurs celle des autres classes dirigeantes, sur la politique, mais sur le contrôle des moyens de production et l'économie. La notion de « propriété du Peuple » est un concept de combat de la Bureaucratie qui voilait ainsi les véritables rapports de production. Le peuple, c'est-à-dire la grande majorité des classes opprimées, ne peut pas être propriétaire de moyens de production étatisés, s'il ne possède pas lui-même l'État.

La classe ouvrière prétendument dirigeante était tenue à l'écart de toutes les décisions importantes, économiques ou politiques. D'après une enquête menée par des sociologues dans un Combinat en 1989, 38,8% des interrogés se sentaient appartenir à la couche la plus inférieure du collectif de travail, 82% à peine se sentaient représentés au niveau du travail, 84,5% au niveau du territoire et 90,1% au niveau de la société dans son ensemble. Les nombreux appels des groupes pour les droits civiques contre la vente des propriétés populaires au capitalisme ouest-allemand n'ont pas trouvé l'oreille des ouvriers qui ne voulaient pas, de toute manière, défendre ce qui ne leur appartenait pas.

Dans les agglomérations du sud de la RDA, un enfant sur deux se retrouvait, à cause de la pollution, en état de maladie respiratoire. La semaine de travail des ouvriers, 43,7 heures, était plus longue qu'en Russie ou en Hongrie. 2,8 millions de retraitées et retraités vivaient au bord du seuil de pauvreté. Des retraitées vivant seules gagnaient le plus souvent les 330 DM de la retraite minimum. Les travailleurs n'avaient que deux semaines de congés.

Les couches intermédiaires

Entre la bureaucratie et la classe ouvrière s'étaient établies des couches intermédiaires dont les conditions de vie et de travail s'étaient distinguées de façon caractéristique de celles de la classe dominante et des travailleurs. Les prêtres, médecins, avocats professeurs, artistes, techniciens, sportifs de haut niveau, ingénieurs, scientifiques et employés à un niveau élevé (mais non à une fonction de décideur), qui composaient ces couches intermédiaires, étaient privilégiées en RDA relativement aux travailleurs. Ils ne souffraient pas de la même façon des pénuries d'approvisionnement, des salaires faibles et des retraites basses, des logements misérables et des conditions de travail malsaines. Ainsi, par exemple, existait une « assurance-vieillesse spéciale de l'Intellectuel » pour des techniciens, médecins et ingénieurs élevés au titre de « citoyens de l'État particulièrement méritants ».

Pour les membres des services de l'État, il y avait aussi des rémunérations exceptionnelles ou supplémentaires. Si les couches intermédiaires ont évidemment souffert aussi des conditions matérielles et encore plus de l'esclavage intellectuel, il ne faut cependant pas s'imaginer que les médecins, techniciens et spécialistes administratifs allaient entrer en scène pour leurs intérêts égoïstes de classe. Comme les autres classes, la couche moyenne adopte aussi ses représentants, orateurs et organisateurs, dont la formation et la situation individuelle peuvent être à des années-lumière de la leur. Ceux qui étaient employés à la production et à la diffusion des idées, à l'enseignement, aux illusions et à la fantaisie se sont faits les représentants de la classe moyenne.

Parmi eux, on trouvait notamment des prêtres, artistes, écrivains, avocats ainsi qu'un grand nombre de marginaux qui, dans les années 80, avaient survécu dans des niches quelconques en menant une existence toute autre que celle des classes moyennes. Les 4 000 ecclésiastiques de la RDA ont ainsi été proportionnellement plus actifs dans les groupes de droits civiques, comme initiateurs de manifestations et d'organisation, que les 40 000 membres des syndicats de médecins, d'artistes et d'écrivains. Ces groupes professionnels désignés comme « intelligentsia » ont toujours été dans les sociétés de classe modernes les serviteurs du pouvoir dominant. Cela faisait 40 ans qu'ils avaient également cette fonction sociale en RDA.

Bien sûr, il y a toujours eu des écrivains, des musiciens, des artistes, des prêtres, etc., qui se rebellaient contre leur employeur. Mais un véritable mouvement d'opposition de l'intelligentsia ne se révèle réellement pour la première fois qu'au milieu des années 80, parallèlement à l'ère Gorbatchev en Russie. La situation sociale médiane de ces intermédiaires correspondait à ce que Marx mettait en avant lorsqu'il caractérisait la petite bourgeoisie de son temps : un positionnement politique de conciliation, de médiation, entre les deux pôles de la société, aspirant à gommer les contradictions entre la base et le sommet, entre la classe dominante et les travailleurs et à les transformer en harmonie.

Les représentants politiques de la petite bourgeoisie démocratique « s'imaginent être au-

dessus des antagonismes de classe » écrit Marx, parce qu'ils représentent une classe-transition, « au sein de laquelle s'émeussent les intérêts de deux classes opposées »³. Marx sait donc pour ainsi dire que c'est une caractéristique quasi-inhérente à la petite bourgeoisie que de faire passer ses intérêts pour des intérêts populaires interclassistes et d'agir au nom de la politique du droit du peuple.

En RDA les groupes de droits civiques ne se présentaient pas comme les représentants politiques des couches moyennes et de leurs intérêts particuliers mais en tant que porte-parole du peuple dans son ensemble. Le mot d'ordre d'octobre, « nous sommes le peuple ! », dévoilait que même au sein du peuple opprimé il y avait des classes et des intérêts différents. Quand la classe ouvrière a surgi, à Leipzig en Novembre puis partout ensuite avec ses propres mots d'ordre, exigences et méthodes de lutte, les représentants auto-proclamés des groupes de droits civiques en ont été humiliés

La force politique dominante représentant ces couches intermédiaires fut le Nouveau Forum (NF), fondé en septembre 1989. Une enquête menée à Berlin, vers la fin de l'année 1989, auprès des membres du NF concluait à « la prédominance de l'intelligentsia et des diplômés du supérieur (la moitié), alors qu'un huitième d'entre eux seulement se décrivait comme « travailleurs » »⁴. Pourtant l'ambition du NF était d'être un mouvement de tous les citoyens. A la montée fulgurante au début de la révolution correspondit une extinction aussi fulgurante dans les mois suivants, qui montra que les travailleurs étaient peu enclins à se contenter des timides mots d'ordre démocratiques que leur proposaient le NF et les autres groupes de droits civiques.

Solution chinoise ?

La condition du soulèvement révolutionnaire en RDA était, comme pour toute révolution, que la classe dirigeante ne pouvait plus faire comme auparavant, étant en bout de course, et que les classes opprimées ne voulaient plus continuer. En Pologne, Russie, Tchécoslovaquie et en Chine, on en arriva au printemps et durant l'été de 1989 à des grèves de masse de travailleurs et à des désordres étudiants. En Chine seulement, la classe bureaucratique montra encore une confiance suffisante en sa propre force et son pouvoir pour écraser dans le plus pur style stalinien, avec chars et mitrailleuses, le mouvement de révolte. Plus de 2000 morts et dix mille blessés en furent le prix sanglant.

Le fait que le représentant et plus tard successeur d'Honecker ait félicité le gouvernement chinois pour son succès aurait dû intimider sa propre opposition. Il semble que la classe bureaucratique de la RDA, à la différence des autres pays de l'Est, n'était pas prête à suivre le cours de Gorbatchev et de sa perestroïka. Elle voulait à tout prix empêcher une ouverture politique du régime dans le but d'empêcher une transformation contrôlée du pouvoir politique.

En Pologne et en Hongrie, cette transformation était déjà bien avancée en septembre 1989. L'opposition démocratique de Solidarnosc en Pologne s'était déjà hissée au pouvoir. Naturellement, la classe bureaucratique s'était fait attribuer auparavant des assurances pour la protection de ses privilèges sociaux. La Nomenklatura de la RDA savait que cela conduirait à la chute de la RDA, donc à la fin de son propre règne, et que la RDA ne pourrait survivre en tant qu'État Socialiste.

Les représentants politiques des couches intermédiaires estiment jusqu'à aujourd'hui que ce sont eux et leur intelligente tactique de « non-violence » stricte qui ont mis la STASI à genoux. Ils exigent donc les gains historiques de la libération pour eux. « La non-violence stricte a constitué le levier, écrit un membre fondateur du NF, Jens Reich, qui a fait s'effondrer le système et élégamment empêché la riposte de la Nomenklatura »⁵. C'est une pieuse illusion qui, ici comme ailleurs, ne résiste pas à l'examen.

Qu'est ce qui a empêché un Krenze et un Mielke d'avoir recours à la force armée comme en 1953 ? Le compte-rendu enregistré de la réunion de crise des chefs locaux de la STASI du 31 août 1989 nous livre la réponse. Il en ressort que Mielke ne considérait pas les groupes de droits civiques comme une force de renversement. « Et quelle est l'ambiance dans les usines ? », demanda-t-il à ses directeurs locaux. Il interrompit son interlocuteur au milieu de l'exposé : « en sommes-nous à la possibilité d'un 17 juin demain ? »⁶.

Le 17 juin 1953 constituait un souvenir traumatisant, non seulement pour les travailleurs, mais aussi pour la bureaucratie. Les travailleurs avaient subi une amère défaite. Leur grève générale n'avait pourtant pu être écrasée qu'avec l'aide des troupes soviétiques. La dénonciation de la doctrine Brejnev par Gorbatchev avait créé une situation nouvelle sur laquelle la direction du SED⁷ fut claire dès le départ. Les félicitations de Krenz à la Chine en juin étaient un chèque sans provision, un bluff.

Les fondateurs du NF voyaient instinctivement les travailleurs comme des partenaires pour une alliance. Après tout, les grèves de masse en Pologne et en URSS quelques semaines auparavant avaient de nouveau montré que les appareils de répression étatiques avaient reculé justement devant les grèves ouvrières. Barbel Bohley, membre fondatrice du NF, fit remarquer dans une interview au « Spiegel », avant que n'éclate la révolution, que dans l'exemple polonais la classe ouvrière « disposait d'un puissant lobby » et que c'était intéressant pour l'opposition en RDA. Elle mettait en garde en même temps contre l'idée de « reprendre simplement le chemin polonais » parce que cela pourrait menacer l'existence même de la RDA⁸.

Dans ces propos de Barbel Bohley apparaît tout le tourment et le caractère hésitant du Nouveau Forum et du mouvement des droits civiques en RDA. Quand on constate le pouvoir dont dispose la classe ouvrière, on s'adresse instinctivement à elle et on sait que, sans ses forces, le pouvoir ancien est réduit à rien ; on craint toutefois aussi que les travailleurs ne se contentent pas de jouer les fantassins pour un mouvement de réforme démocratique, qu'ils utilisent les droits démocratiques gagnés pour lutter pour leurs droits sociaux.

Les groupes des droits civiques se prononçaient donc pour le droit de grève, mais étaient d'accord avec la direction du SED pour affirmer que des grèves politico-économiques dans la situation d'alors en RDA auraient gêné sa stabilisation économique. Le Nouveau Forum ne voulait pas faire tomber l'ancien pouvoir mais le forcer à des réformes par des pressions limitées. Jens Reich a formulé ce programme dans son discours du 4 novembre devant un demi-million de personnes à Berlin :

« Nous devons exercer une pression pour que ça avance enfin.... Nos mouvements citoyens ont un devoir de contrôle. Personne de chez nous ne veut gouverner mais chacun doit être vigilant pour que rien ne se passe sous la table. » Et Rolf Heinrich (NF) de dire : *« On ne va pas administrer la faillite, qu'ils assument jusqu'au bout »*⁹.

La peur de la radicalisation du mouvement par une grève générale des travailleurs, un nouveau 17 Juin, n'a pas seulement refréné l'action de la direction du SED. Elle a aussi refréné l'action des groupes de droits civiques, ceux-là même qui se réclamaient théoriquement, comme la Gauche Unie, de la classe ouvrière et du marxisme. Le développement ultérieur devait montrer que les représentants de l'intelligentsia se placèrent du côté de la bureaucratie dirigeante devant la radicalisation croissante des travailleurs dans le Sud industriel de la RDA et régressèrent d'une force révolutionnaire sans enthousiasme à une force contre-révolutionnaire sans enthousiasme, pour autant qu'on puisse encore ici parler de force.

Le début

La vague de fuite d'août et septembre par Prague et par la Hongrie vers la RFA était, de par sa composition sociale, un mouvement prolétarien, c'est-à-dire qu'il s'agissait en majorité de jeunes ouvriers et employés qui n'étaient plus prêts à vendre leur force de travail pour des bas salaires et des conditions de travail et de vie infra-humaines. Dès ce moment, à l'heure même de la naissance de la Révolution, se profilait la division à venir entre l'intelligentsia et la classe ouvrière. Le NF critiquait les émigrants avec mépris dans son appel fondateur (« Le mouvement d'émigration est causé par la misère, la faim et l'oppression. Ce ne peut donc être notre discours »).

Dans le même temps, à Plauen, Dresde et dans les villes situées sur la voie ferrée empruntée par les trains d'émigrants de Tchécoslovaquie qui passent en RDA pour aller à l'ouest, il se produisit de plus en plus de mouvements de solidarité avec les réfugiés. Un ouvrier de Plauen parle de « rencontre effrayante avec des hommes qui sont libres... Nous applaudissons, nous leur faisons signe... Pourquoi ? Oui, nous avons le sentiment qu'ils y sont arrivés »¹⁰.

La vague d'émigration d'août fut aussi le signal du début du soulèvement intérieur. Le choc des images de l'occupation des ambassades par les exilés de RDA à Varsovie et Prague, fit faire un saut qualitatif à une majorité de gens. Le fil était cassé, la patience des gens à bout. Les représentants de l'intelligentsia prétendent encore aujourd'hui que ce sont eux qui ont lutté pour la liberté des autres. Le changement dans la composition des cortèges est perceptible. En octobre et début novembre, la scène alternative, les étudiants et les jeunes intellectuels avaient donné le ton alors qu'en décembre les jeunes travailleurs maîtrisèrent la situation dans la rue et mirent d'autres revendications en valeurs »¹¹.

La réalité semble cependant différente. Le 2 octobre, on trouve 20 000 manifestants à Leipzig, le 7, 20 000 à Plauen, et le 9 octobre, 80 000 à Leipzig. La grosse majorité de ces manifestants n'étaient ni artistes ni écrivains, ni « alternatifs », mais de véritables travailleurs. Ni à Plauen ni à Leipzig, les étudiants ne jouèrent aucun rôle actif dans la formation du mouvement. Le risque personnel que des milliers de jeunes travailleurs prirent à Dresde dans la nuit du 3 au 4 octobre, en livrant autour de la gare des affrontements de guerre civile avec les forces armées de l'État des heures durant n'était certainement pas plus faible que celui des auteurs d'appels et de manifestes à Berlin.

Il est seulement correct de dire que la direction politique du mouvement se trouvait début novembre dans les mains des groupes de droits civiques, surtout le NF, auquel adhèrent en peu de semaines 200 000 personnes de toute la RDA. Les groupes de droits civiques désignaient les orateurs et donnaient le ton politique. Le moteur de leurs actions était le

souci de l'indépendance de la RDA. (« Nous nous engageons, au NF, parce que nous sommes soucieux de la RDA », tract de la NF le 1^{er} octobre 1989). La préoccupation principale tenait dans le maintien de l'indépendance de la RDA, pas le socialisme. Dans les programmes et les discours des militants des droits civiques à l'automne 1989, cette ligne ne s'exprima pas vraiment. La lutte pour un socialisme réformé prit dans une certaine mesure le sens d'une justification morale de l'indépendance.

Cela apparut clairement dans le fait que la grosse majorité des militants civiques « socialistes » se détournèrent du socialisme lorsque la perspective d'une réelle unification prit forme pour de bon. Une partie du mouvement, les prêtres, et la fraction des juristes de « Démocratie maintenant ! », « Réveil démocratique », mais aussi des parties du NF, sont passés drapeaux en tête dans le camp conservateur de Kohl. Ils s'assuraient ainsi de pouvoir continuer dans leur fonction sociale de serviteurs du pouvoir. D'autres semblent se souvenir avec difficulté aujourd'hui de leurs mots d'ordre socialistes de l'automne 1989. Ainsi Jens Reich écrivait dans Nachhinein : « Nous n'aurions rien atteint (peut-être seulement Tien An Men) si nous avions d'abord parlé de dépasser le socialisme et la RDA »¹². La fidélité au socialisme et à la RDA n'auraient donc été que tactiques.

Effectivement, le souci du maintien de la RDA fit que le mouvement des droits civiques chercha à massifier la lutte et à trouver un compromis avec l'appareil STASI-SED du pouvoir, plutôt que sa chute. Le SED, qui comprit très rapidement cette faiblesse du mouvement des droits civiques, persista encore en octobre dans une politique de dialogue avec eux et fit adhérer en masse des indicateurs de la STASI à leurs organisations, pour que le mouvement s'oriente dans la voie d'une collaboration constructive avec les anciens dirigeants. Ainsi se mit progressivement en place un nouveau bloc de coopération entre bureaucratie et classes moyennes, SED et mouvement des droits civiques, qui en décembre, passa à la politique de la table ronde et aboutit à l'entrée au gouvernement fin janvier.

La grande manifestation du 4 novembre à Berlin fut le premier succès de ce nouveau cours du SED. Devant un demi-million de personnes, le chef-espion Markus Wolf et d'autres dirigeants du SED apparurent aux côtés des orateurs de l'Opposition. Le mot d'ordre de l'Opposition à Berlin était : « SED tout seul, cela ne doit pas être ». Deux jours plus tard, le chef régional du SED de Leipzig se vit refuser la parole devant des centaines de milliers de manifestants aux cris de : « SED, adieu ! » et « trop tard, trop tard ! », scandés par les masses.

La bataille suivante se déroula autour de la liberté de circulation et de voyager. L'attitude des groupes des droits civiques fut aussi ambiguë dans ce domaine. Après la manifestation autorisée du 4 novembre à Berlin, aucune avancée vers l'ouverture du Mur ne s'était produite. Cinq jours plus tard seulement, il fut emporté par les masses. Le SED et le NF s'accordèrent sur de nouvelles réglementations de voyage, même si le NF exigeait des réglementations plus généreuses. Barbel Bohley demandait que la RFA reconnaisse la citoyenneté est-allemande plutôt qu'une liberté de circulation contrôlée, de façon à ce que les émigrants de la RDA ne puissent s'installer en RFA que comme demandeurs d'asile.

L'ouverture du mur

Le jour après l'ouverture du Mur, Barbel Bohley critiqua l'ouverture du Mur « sans préparation, » et Jens Reich commenta : « C'était honnête, mais dévastateur du point de

vue politique. Ce fut le point de rupture de notre courbe de popularité »¹³. Un tract du groupe d'initiative Neues Forum sur la chute du Mur déplorait que « le peuple n'ait pas été plus consulté sur l'ouverture du Mur que sur sa construction ». C'est faux, car son ouverture s'est déroulée au contraire de la construction, à la suite d'une large et massive pression populaire. L'ouverture du Mur eut pour conséquence que des millions allèrent à l'ouest et firent eux-mêmes l'expérience des écarts de prospérité.

Barbel Bohley parla de « *ruée consommatrice* », l'écrivain Stefan Heym de « *mercredi des Cendres en RDA* ». Le peuple est vu comme « *des hordes de furieux, se poussant les uns contre les autres, Hertie et Bilka se bousculant à la chasse à la camelote clinquante* »¹⁴. L'écrivaine Monika Manon écrivit que ce type de railleries donnait à voir « *l'arrogance des "ventres pleins" qui se scandalisent des manières de table des affamés* ». Ces arguments critiques anti-consommation étaient largement partagés dans le mouvement d'opposition en RDA. Ils étaient liés en partie à une critique écologiquement fondée du « *Konsumdenken* » ouest-allemand.

Ainsi, chez « *Démocratie maintenant !* », « *le socialisme ne doit pas aller à sa perte parce que l'humanité menacée recherche des formes possibles de survie, elle a besoin d'une coexistence humaine alternative à la société de consommation occidentale* ». Dans un tract du NF sur l'ouverture du Mur, on promet aux travailleurs la pauvreté dans la dignité : « *longtemps encore nous resterons pauvres, mais nous ne voulons pas avoir une société où trafiquants et escrocs prennent la crème* ». Les travailleurs se sont méfiés de ce socialisme de la pauvreté dans la dignité qui sortait de la bouche de prêtres et d'écrivains. Ils se méfiaient d'eux car ils savaient que ceux qui parlaient de pauvreté ne parlaient pas de la leur.

En juin 1990, lors de la réforme monétaire, on sut, au moment du change de l'épargne financière, que quatre millions d'épargnants (20%) possédaient 120 milliards de DM (en moyenne 30 000 chacun) et 12 millions (80%) en possédaient 50 milliards (en moyenne 4166 par personne). Les mises en garde contre les magouilles du capitalisme ne pouvaient pas les effrayer. Il y avait tous les jours des dénonciations au sujet des escrocs et des magouilleurs qui, dans leur propre État et sous des mots d'ordre socialistes, « *prenaient la crème* ».

Grève générale

Durant les premiers jours de décembre commença la lutte contre la STASI. Dans quelques villes comme Schmalkalden et Suhl se déroulèrent des occupations de masse des locaux de la STASI. Quand les masses, à Suhl le 5 décembre, firent irruption dans les locaux de la STASI aux cris de « *Sortez les cordes* » et « *embarquez tout ça !* », empêchèrent les hommes de garde d'utiliser leurs lacrymos, quand un officier effrayé se suicida avec son arme de service, les jours de la dictature étaient clairement comptés.

Les groupes de droits civiques lancèrent des appels à la non-violence et contre la haine, formèrent des chaînes humaines autour des centres de la STASI, pour protéger les dossiers de la destruction par la fureur populaire. Ce sont eux qui défendirent l'appareil de la STASI contre la destruction par les masses. Dans les centres industriels du sud de la RDA, des pans des groupes de droits civiques passaient de plus en plus sous l'autorité des masses ouvrières. Ainsi un représentant du NF de Leipzig fit un rapport à un congrès de la Gauche Unie à Berlin, disant qu'environ 30 groupes d'entreprise avaient rejoint le NF local.

Le 1^{er} décembre, le conseil du NF du district méridional de Karl-Marx-Stadt lança un ultimatum pour une grève générale le 6 décembre. L'appel venait de l'initiative de travailleurs qui s'étaient adressés au NF. Les exigences les plus importantes des travailleurs étaient la dissolution immédiate de la STASI, le retrait du SED des entreprises, et un référendum sur la réunification. Barbel Bohley rejeta immédiatement cet appel à la grève au nom du NF à Berlin. Aussitôt, une campagne médiatique se déchaîna contre l'appel. La *Berliner Zeitung* le décrivit comme monstrueux et parla d'aventurisme. Le deuxième président du SDP (plus tard SPD), Markus Meckel, s'opposa aussi à une grève générale : « *Nous sommes aussi contre une grève générale totale parce qu'elle décomposera encore davantage notre économie* »¹⁵.

Malgré tout, le 6 décembre, à Plauen et dans les environs, plusieurs grandes entreprises débrayèrent deux heures à titre d'avertissement, pour un référendum sur la réunification. Il y eut aussi des grèves contre les manœuvres de la STASI à Suhl, Rostock et dans ces villes, comme le dit *Der Spiegel* dans son édition du 11 décembre 1989 : « *l'ambiance dans les usines était toujours explosive* ». Partout dans le pays se formèrent des comités de citoyens pour surveiller la dissolution de la STASI. Les entreprises étaient prêtes à exempter de travail les membres des comités de droits civiques pour des missions définies. Les centrales policières locales furent fermées et sécurisées par un partenariat entre les groupes de droits civiques et le pouvoir d'État.

Table ronde

L'appareil de la STASI était affaibli mais en aucune façon brisé. Dans cette situation qui s'aggravait, le SED procéda à un recul tactique. Il chercha une couverture politique par une coopération plus étroite avec les groupes de droits civiques. Le 7 décembre, on en arriva à une « table ronde » entre les groupes de droits civiques et le pouvoir déjà bien affaibli de la bureaucratie. La table ronde devait être un organe de contrôle du gouvernement. Au lieu de cela, il s'agissait d'un salon de bavardages qui donnait une nouvelle légitimation à un pouvoir affaibli.

Ainsi le « réformiste » Modrow occupa la table ronde avec un rapport de six semaines sur la dissolution de la STASI. La seule décision concrète de la table ronde fut de fixer la date des élections générales pour mai 1990. La table ronde s'installa en tampon entre le pouvoir vieillissant et les travailleurs radicalisés. On essaya de calmer l'ambiance offensive des rues et des usines de Leipzig. Le 4 décembre, le dirigeant du NF à Leipzig, Jürgen Tall, récolta un concert de sifflets de la part de 150 000 personnes pour sa demande de laisser à la maison les affiches exigeant la réunification. Le 13 décembre, les représentants des églises et des groupes de droits civiques de Leipzig proposèrent que la dernière manifestation du lundi avant Noël se déroule sans banderoles ni slogans et qu'il y ait une pause dans les manifestations pendant la période de Noël et du Nouvel An. Continuer les manifs au Nouvel An dépendrait de « la situation politique ».

La situation sembla se calmer suite à la pause dans les manifestations. Aussitôt, le vieux pouvoir utilisa la situation et la contre-révolution passa à l'offensive. Elle le fit sous le manteau idéologique de l'antifascisme. Partout en RDA, dans les premiers jours de janvier, se déroulèrent des manifestations « antifascistes ». La plus forte, 250 000 personnes, se déroula à Berlin. Toute la manœuvre servit à sauver de la dissolution l'appareil de la STASI. On eut prétendument besoin d'un service de sécurité pour combattre les nazis.

La tentative du SED/PDS de décrire le mouvement des masses ouvrières pour la réunification comme faisant partie d'une conspiration fasciste contribua à discréditer l'antifascisme aux yeux des jeunes travailleurs et agrandit en effet la marge de manœuvre des groupes nazis dans la phase finale de la RDA. La manipulation fut évidente : les attaques néonazies contre la Gauche en 1988 à Berlin avaient été tolérées avec bienveillance par la STASI et la police. Le gouvernement Krenz avait encore en novembre suscité de façon ponctuelle la haine contre la Pologne en publiant une loi qui n'autorisait l'achat par les étrangers de certains biens de consommation rares que sur présentation du passeport et suggérait ainsi que les « acheteurs sauvages polonais » étaient coupables des goulots d'étranglement dans l'approvisionnement.

La manœuvre du SED/PDS découverte, la colère des masses s'enflamma doublement. Le 15 janvier, survint la prise d'assaut de la centrale de la STASI, Normannenstrasse, à Berlin. Sous la pression de la base, le NF appela à des manifs anti-STASI partout en Allemagne. Dans les premiers jours de janvier, l'idée de grève générale traînait dans l'air : partout dans le pays, les grèves se multiplièrent. A Zwickau, fin janvier, les conducteurs de bus et de tram se mirent en grève pour l'augmentation des salaires et la dissolution de la STASI. Fin janvier, le gouvernement Modrow se retrouva au bord du gouffre. « *La direction du SED avait retenu du traumatisme du 17 juin qu'elle pouvait se retrouver à la lanterne* ». Ces mots de Katja Havemann dans le Spiegel du 9 octobre 1989 prirent une signification actuelle.

Placée devant le choix entre la potence et Kohl, la classe bureaucratique fit le choix de se jeter dans les larges bras de Kohl. L'offensive ratée de janvier eut pour seule conséquence que Modrow dut se prononcer le 31 janvier pour « *une seule patrie : l'Allemagne* ». Ni Kohl, ni les industriels allemands rassemblés derrière lui n'avaient intérêt à ce que Modrow tombe avant les élections du 18 mars. Il devait faire son travail de syndic de faillite de la RDA, de telle sorte que la transition de pouvoir puisse s'effectuer avec le moins de troubles possibles. Les partis du Bloc, CDU et LDPD cherchaient dans l'élection législative à venir une nouvelle base de légitimation, le SED/PDS ayant de son côté besoin d'une attestation de transformation démocratique.

Avec l'entrée des groupes de droits civique dans le « gouvernement de responsabilité nationale » début février, tout le monde fut servi : Modrow et le PDS, et les partis retournés du Bloc, avant tout la CDU qui à présent se présentait devant le peuple bras dessus bras dessous avec les démocrates. Des membres des groupes de droits civiques entrèrent même à la CDU, rebaptisée cependant comme « *coalition électorale Alliance pour l'Allemagne* ». Les serviteurs du pouvoir qui se présentaient pour un socialisme rénové de la RDA cherchaient aussi instinctivement en grand nombre la proximité du nouveau pouvoir qui maintenant viendrait s'établir en Allemagne de l'Est.

Les groupes de droits civiques ont ainsi légitimé leur entrée au gouvernement en affirmant qu'ainsi seulement, le pays serait préservé du chaos et que les élections du 18 mars pourraient se tenir dans des conditions d'ordre.

Travailleurs

La classe ouvrière de la RDA voyait dans la réunification la seule façon d'améliorer ses conditions sociales. Ses soucis et ses besoins, ses intérêts de classe ne se retrouvaient pas dans les programmes des groupes des droits civiques, ou seulement, comme dans la

« Böhler Platform » de la Gauche Unie, sous une forme abstraite. Dans les discours des écrivains et des intellectuels, le socialisme était toujours décrit comme « rêve » ou « utopie », par exemple dans le discours de Christa Wolf le 4 novembre : « *Imagine, c'est le socialisme et personne ne s'en va* ». Les travailleurs sentaient bien que dans ce socialisme des prêtres et des écrivains, ils n'avaient qu'un rôle passif.

L'outilier Hans Teschnau dit devant un quart de million de gens de Leipzig qu'il avait enduré quarante ans de socialisme et qu'il n'avait pas envie de nouvelles variantes : « *Plus d'expériences, nous ne sommes pas des cobayes !* ». Dans les conditions existantes de chute de l'économie et de banqueroute du « socialisme réel », une transition directe à un véritable socialisme par en bas n'était pas possible. Cela valut pour toute l'Europe de l'Est et cela valait encore davantage pour la RDA.

Pendant quarante ans, soixante ans en Russie, les travailleurs avaient été soumis à l'oppression et à l'exploitation la plus dure. Au lieu d'insister à tout prix sur l'indépendance de la RDA, les socialistes auraient eu pour devoir de mettre en avant les véritables luttes ouvrières. Une grève générale contre la STASI et pour un référendum de réunification aurait été possible début décembre. Un gouvernement de transition révolutionnaire issu d'une grève générale aurait eu pour tâche de dissoudre totalement la STASI et l'ancien appareil du pouvoir et de négocier avec le gouvernement Kohl les conditions pour une réunification.

Cependant, au lieu de s'attaquer au pouvoir, les groupes de droits civiques négocièrent la date des élections à la Table Ronde ! Le choix préféré du 18 mars favorisa le vieux pouvoir bureaucratique et le nouveau pouvoir bourgeois de l'Ouest, avec leurs puissants groupes médiatiques et leurs machineries électorales bien huilées. Le vieux pouvoir de la bureaucratie d'État n'était ainsi pas du tout seul, et pas seulement représenté par le SED/PDS. Dans la mesure où la défaite du « socialisme réel » se dessinait et où la réunification devenait inéluctable sous la pression violente des travailleurs, la Bureaucratie changea d'attitude politique. Sur les 300 directeurs de combinats, il n'en restait début janvier que cinq au SED. On changeait de chemise, mais le corps restait identique. La CDU ne reconnaissait plus le SED comme parti dirigeant.

Il ne s'agissait plus pour la bureaucratie que de sauver l'essentiel de ses privilèges dans la nouvelle Allemagne réunifiée. Les partis du Bloc, CDU et LDPD se présentaient à la pointe du mouvement d'unité et gagnèrent ainsi la majorité des travailleurs. La gauche, le SPD compris, ne voyait dans le mouvement d'unification que le futur danger d'un nouveau nationalisme allemand et non pas les aspirations de la classe la plus exploitée de la RDA à une vie meilleure. Dans leurs programmes et leurs professions de foi, ils écrivaient que l'unité, si elle venait, devrait se faire plutôt lentement. Le SPD qui d'après les enquêtes sur les manifestations du lundi de Leipzig en Décembre, n'était pas contesté dans sa direction, perdit ainsi sa base naturelle chez les ouvriers de Saxe et de Thuringe, qui allèrent vers la CDU.

L'escamotage de la question du pouvoir au jour de l'élection conduisit à ce que le vieux pouvoir était toujours aux commandes, maintenant sous la forme des partis devenus anti-socialistes du Bloc, CDU et LDPD (FDP). Ce n'était pas un hasard si l'on trouvait à leur tête De Maizière, un collaborateur de la STASI. Jürgen Habermas écrit en novembre 1989 : « *L'alternative n'est pas « deux États » ou « annexion », mais une orientation sans réserve vers une démocratisation radicale, que ceux qui subissent les conséquences puissent décider* »¹⁶. Cette démocratisation radicale ne s'est pas produite, puisque le vieil appareil d'État de la bureaucratie était affaibli, mais pas complètement détruit. Il restait suffisamment intact pour pouvoir conduire et orienter dans son sens le processus de

Sans l'aide de l'intelligentsia, sous la forme du mouvement des droits civiques, la bureaucratie n'aurait probablement pas atteint la rive salvatrice du 18 mars, qui donna à ce qui restait de son pouvoir une base de légitimation. Toutefois, le mérite historique des masses ouvrières anonymes reste d'avoir fait tomber la dictature bureaucratique. La révolution n'a pas seulement amené la réunification des classes dirigeantes, elle a aussi réuni la classe ouvrière. La lutte continue !

[Texte original](#) traduit par Yannalan, revue par nos soins.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

références

- ↑ **1** [Préface d'Engels au « 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte » de Karl Marx](#)
- ↑ **2** *Sozialgeschichte der DDR*, hersg. von H. Kaelble ..., S.346f. (non disponible en français)
- ↑ **3** [« 18 Brumaire de LN Bonaparte », Marx](#)
- ↑ **4** G. Haufe, K.Bruckmeier (Hrsg), *Die Bürgerbewegungen in der DDR und in den ostdeutschen Ländern*, Opladen 1993, S.46 (non disponible en français).
- ↑ **5** Jens Reich, *Rückkehr nach Europa*, 1991, S.182 (non disponible en français)
- ↑ **6** Hartmut Zwar, *Die DDR auf dem Höhepunkt der Staatskrise 1989*, in *Sozialgeschichte der DDR*, herausgegeben von H.Kaelble, J. Kocka, H.Zwahr.
- ↑ **7** Parti socialiste unifié d'Allemagne, c'est-à-dire le parti unique en RDA.
- ↑ **8** *Der Spiegel*, 40/1989
- ↑ **9** *Ibidem*, S.182.
- ↑ **10** *Es war das Volk. Die Wende in Plauen. Eine Dokumentation*, Plauen 1991, S.118 (non disponible en français).
- ↑ **11** H.Bahrmann, Ch.Links,*Chronik der Wende*, Berlin 1994, S.188 (non disponible en français)
- ↑ **12** Jens Reich, *op. cit.*, S.139.
- ↑ **13** Jens Reich, *op. cit.*, S.201.
- ↑ **14** *Der Spiegel*, Nr. 49/1989.
- ↑ **15** Bahrmann, Links, *Chronik der Wende*, S.175 (non disponible en français)
- ↑ **16** Jürgen Habermas, *Die nachholende Revolution*, Frankfurt 1990, S.157.